

La Guerre de libération nationale et l'Indépendance algérienne au regard de *Témoignage Chrétien* (1954-1962)

Malika EL KORSO

À l'image des partis politiques en France et de toute la presse métropolitaine, la presse catholique toutes tendances confondues s'est engagée dans le débat-combat suscité par le déclenchement de la Guerre de libération nationale algérienne. Par débat-combat, il faut comprendre l'attitude adoptée par les différents médias qui cherchaient, chacun suivant sa propre démarche, à influencer sur une opinion publique qui pèserait de tout son poids sur le cours des événements. À ce titre, certains médias s'étaient clairement rangés du côté du parti de la guerre alors que d'autres s'étaient prononcés très tôt pour l'entame des discussions avec le FLN contre la poursuite d'une guerre qualifiée d'injuste et d'inhumaine.

Parmi les médias qui ont joué un rôle de contre-pouvoir dans ce conflit qui a ébranlé la France, l'hebdomadaire catholique *Témoignage Chrétien* occupe une place particulière (El Korso, 2007). Aux côtés d'autres grandes publications laïques et politiques, telles que *France Observateur*, *Le Monde* et *l'Express*, cet hebdomadaire catholique a contribué à éclairer puis à façonner une opinion publique métropolitaine anti-guerre d'Algérie. De ce fait, *Témoignage Chrétien* occupe une place particulière dans la mémoire des Algériens. Il en est autrement en France puisque l'opinion publique métropolitaine était dans son ensemble divisée en plusieurs camps (Bédarida, Fouilloux, 1988). Il n'empêche qu'une partie, aussi infime soit-elle, de cette même opinion était totalement acquise à l'hebdomadaire. C'est elle qui portait à travers sa mobilisation de tous les instants le message de l'hebdomadaire à bras le corps malgré les diverses entraves et les multiples manœuvres administratives et politiques pour réduire son audience.

Sur quoi s'est appuyé cet organe de presse qui se détachait, par son approche et ses analyses sur la Guerre de libération algérienne, du paysage médiatique métropolitain pour faire passer son message et surtout pour mobiliser une opinion publique catholique plutôt de droite et acquise au parti de la guerre? Plus ou moins isolé au sein de sa propre famille médiatique, discrètement surveillé par l'Église, en tout cas combattu par les militaires et les différents gouvernements de la

quatrième et de la cinquième République¹, *Témoignage Chrétien* va faire la guerre à la guerre. Disposait-il d'une arme secrète pour s'engager dans une bataille dont l'issue était incertaine ? Comment a-t-il opéré ? Disposait-il de troupes aguerries pour mener une bataille sans arme ? La dénonciation de la guerre suffisait-elle en soi à façonner une opinion publique ? Y est-il parvenu ? A-t-il été écouté ? A-t-il fait évoluer les choses ? Quel sens donner à sa bataille médiatique ? Autant de questions qui seront appréhendées à travers une grille de lecture qui privilégie les moments clef de la Guerre de libération algérienne.

Fidélité à La Résistance : de La Résistance française à la Révolution algérienne

Témoignage Chrétien est d'abord un journal catholique de La Résistance, c'est-à-dire un journal de combat. Né en 1941 à Lyon, en pleine dérive d'une France impuissante à faire face à l'occupant nazi, *Témoignage Chrétien* porte les marques de ses origines. Il est tout à la fois un cri de révolte contre une Église qui a capitulé avec ses prêtres, ses évêques et ses fidèles qui ont épousé la démarche du maréchal Pétain, et le produit d'un processus historique lié à la mise en place de mécanismes surtout philosophiques, moraux, religieux et intellectuels pouvant contribuer à mobiliser la France profonde, appelée à prendre part à sa propre libération. À la différence de la grande majorité des évêques et des prêtres acquis au pétainisme qui vivaient en zone occupée, il s'est trouvé d'autres catholiques qui avaient fait du rejet de la compromission avec le gouvernement de Vichy leur cheval de bataille.

Cet hebdomadaire catholique n'était ni un porte-parole de l'Église, ni un journal paroissien. Il n'était pas non plus au service d'une cause évangélique. Il se définissait comme un journal d'information et d'opinion, se réclamant ouvertement du catholicisme, rendant compte de l'actualité et jugeant les événements en fonction des préceptes de l'Église et de la morale chrétienne. Plus qu'un journal, *Témoignage Chrétien* se voulait un véritable mouvement nourrissant la pensée de militants qui prônaient l'anticolonialisme, la justice sociale et la participation des laïcs à la vie de l'Église. À « l'avant garde pour la défense de l'homme » (Gault, 1963), *Témoignage Chrétien* rendra compte du combat que les Indochinois livraient au colonialisme

¹ Dans sa livraison du 7 mars 1958, Georges Montaron nous apprend que pour la 68^e fois, *Témoignage Chrétien* avait été saisi en Algérie. En juillet 1958, il dépassera sa 80^e saisie. Le général De Gaulle ne se montrera pas plus libéral que ses prédécesseurs. Au total, Georges Montaron comptabilisera plus de 96 saisies.

français² et à leur suite les Tunisiens et les Marocains puis les Algériens. C'est donc tout naturellement et dans la continuité de sa mission que cet hebdomadaire chrétien va prendre part à cette nouvelle bataille de l'homme en Algérie. Cette posture sera qualifiée de « trahison » par Jacques Soustelle qui déclarera en 1957 du haut de la tribune de l'Assemblée Nationale, que « *Témoignage Chrétien* était avec *Le Monde*, *France Observateur* et *l'Express*, un des quatre grands de la contre propagande française ». C'est dire la place politique occupée par ce journal qui tirait à 100 000 exemplaires à l'aube du 1^{er} novembre 1954. Cette déclaration préfigure l'audience future que l'hebdomadaire acquerra sur l'échiquier politique français.

Témoignage Chrétien sera ainsi l'un des premiers médias qui dénoncera le système colonial dans son ensemble et qui osera s'attaquer de front à la guerre menée par la France aux Algériens qui combattaient pour l'indépendance de leur pays. Il s'est en effet singularisé par la spécificité de ses prises de position toujours prémonitoires. Chaque semaine et sur toute la durée de la guerre, un éditorial auxquels s'ajoutaient des articles, des reportages, des commentaires, des analyses et des prises de position remplissaient les colonnes du journal. Il se profilait toujours en arrière fond de ces analyses et de ces comptes-rendus, le combat mené par les Français contre les troupes d'Hitler. C'est cette constance qui a constitué sa ligne éditoriale. Lu par des catholiques engagés, son lectorat se composait de jeunes adultes (25-40 ans) issus surtout des classes moyennes salariées avec de fortes influences ouvrières et de nettes orientations syndicalistes (CFTC), mais où les universitaires occupaient une grande place. Cet hebdomadaire était surtout une équipe rédactionnelle et des journalistes convaincus de leur mission : le père Chaillet (fondateur) André Mandouze (cofondateur pendant la Résistance, puis rédacteur en chef jusqu'en 1946, année où il rejoignit l'Université d'Alger), Robert Barrat, Georges Suffert, Jean Carta, René Rémond, Jacques Duquesne (journaliste à *la Croix* qui signait ses articles sous le pseudonyme Jacques Ribbes), Joseph Folliet et plus tard Hervé Bourges, l'ensemble ayant été managé par Georges Montaron (directeur). Rares sont les journaux français qui peuvent se flatter d'avoir eu des collaborateurs aussi engagés et talentueux. Toutes ces plumes prestigieuses, engagés au service d'un catholicisme ouvert et tolérant ont participé de près ou de loin à l'ouverture de *Témoignage Chrétien* sur les problèmes du monde. Cette ouverture synonyme de fidélité aux valeurs de la Résistance sera mise au service d'une autre cause baptisée « la bataille de la décolonisation ».

² Voir l'article du 29 juillet 1949 de Jacques Chégaray intitulé « Les tortures en Indochine ».

Témoignage Chrétien décrypte le 1^{er} novembre 1954

« Vérité et justice quoiqu'il en coûte », telle était la devise de ce titre emblématique du militantisme catholique français qui a lutté par la plume afin de briser les murailles du silence et de l'oppression pendant l'Occupation. Un autre espace de « Vérité et Justice » allait s'ouvrir en Algérie avec le déclenchement de la lutte armée. La réponse de Paris et d'Alger à la déclaration du 1^{er} novembre replongera l'équipe de *Témoignage Chrétien* dans celle de Paris, ville occupée : état d'urgence, immatriculation des habitants, rationnement, arrestations arbitraires, herses et barbelés, contrôles et fouilles au corps de la population, camps de concentration, torture, bombardements etc. La similitude entre les comportements de la Gestapo envers les résistants français et ceux de la police et de l'armée française envers les nationalistes algériens a vite été établie par Robert Barrat qui n'hésita pas à parler de « Gestapo française ». Ce parallèle justifiait-il à lui seul l'engagement de l'hebdomadaire aux cotés des Algériens ? Ce serait occulter la dimension religieuse et morale de l'hebdomadaire qui figure dans la seconde partie de sa devise : « Justice quoi qu'il en coûte ». Le combat mené par le FLN-ALN contre le colonialisme français a été soutenu par l'hebdomadaire, mais jusqu'où ? D'où puisait-il cette sensibilité et ce sens aigu de l'analyse historique ? Comment l'a-t-il exprimé ?

L'éclair qui a tonné la nuit de la Toussaint ne fut pas « ce coup de tonnerre dans un ciel serein » comme l'avaient clamé les politiques de la colonie et de métropole. Le ciel n'était serein que pour ceux qui ne voulaient rien voir, ni rien entendre. L'orage grondait depuis bien longtemps dans ces fameux « trois départements français ». Le déclenchement de la lutte armée la nuit de la Toussaint, pouvait-il surprendre la totalité de la presse métropolitaine ? Oui, peut-être quant à sa date exacte mais certainement pas au fait qu'il devait être un jour, la seule voie possible pour les nationalistes algériens.

« Le réveil de la Toussaint a été brutal » a écrit *Témoignage Chrétien*. La rédaction du journal n'a pas été surprise pour autant car « le feu couvait depuis longtemps. Trop de causes avaient contribué à la brusque poussée du nationalisme » (*Témoignage Chrétien* du 12 novembre 1954). Ce constat a été précédé par un autre constat de même nature daté du 12 juillet 1946, signé par l'orientaliste Louis Massignon, qui après un court séjour dans la colonie, avait fait une véritable recension des abus, des injustices, des iniquités et des brutalités envers les « indigènes ». En visionnaire averti, il s'était insurgé contre l'exploitation et avait dénoncé la discrimination. D'autres plumes non moins avisées conforteront ces analyses, à l'image de Charles-André Julien et Robert Barrat. Le 5 novembre 1954 sous le titre « Toussaint

sanglante en Algérie », l'hebdomadaire se demandait : « qui est responsable de ces troubles et de ces crimes ? ». Plus importante que la terminologie utilisée pour décrire ce que d'autres appellent les « événements d'Algérie » minimisant par là même la portée politique du 1^{er} novembre, le journal n'hésita pas à prendre le contre-pied de cette démarche colonialiste pour lui porter l'estocade en parlant « d'absence d'un vrai pouvoir national » en Algérie. Fallait-il en déduire que la solution idoine pour *Témoignage Chrétien* était l'autonomie de l'Algérie ? Toujours est-il que le journal se prononça dès 1955 en faveur des « négociations » avec le FLN. Il précise que c'est parce que les revendications longtemps formulées par les différentes formations du mouvement national, n'ont pas été satisfaites, que la crise, en s'aggravant, a donné lieu au 1^{er} novembre. Le ton, ou plus exactement la ligne du journal, se précisa encore un peu plus dans les numéros des 12 et 17 novembre 1954. Une double page fut consacrée à ce que *Témoignage Chrétien* appelait « le problème algérien ». Le directeur Georges Montaron, le professeur Charles-André Julien et le journaliste engagé Robert Barrat s'accordent tous trois à dire que les causes de « l'insurrection » étaient le produit d'un double malaise : politique d'abord, socio-économique ensuite. À noter que les causes politiques occupaient l'essentiel de l'espace rédactionnel de l'hebdomadaire. Pour Charles-André Julien, cette brusque flambée du « terrorisme » était le prix de fautes accumulées qu'il fallait avoir le courage de dénoncer. Il considérait que « 1954 [était] l'aboutissement d'un désespoir longtemps contenu », qui faisait suite au projet de naturalisation (1865), à l'échec du projet Blum-Viollette (1936), en passant par le Statut de 1947, le truquage électoral (1948), enfin l'arrivée du gouvernement Mendès-France (1955). Ces moments forts de l'histoire de la colonie étaient au regard de l'historien, autant « d'occasions perdues ». Georges Montaron, le directeur de l'hebdomadaire abondait dans ce sens. Plus engagé, Robert Barrat³ dénonçait la « politique de l'autruche » qui consistait à nier que le fond du drame algérien était d'abord politique, même si les causes socio-économiques pesaient de tout leur poids sur l'actualité algérienne.

Comprendre et expliquer le 1^{er} novembre 1954, était à la base de la philosophie de *Témoignage Chrétien*. Sa mission médiatique était avant tout pédagogique. Durant les semaines qui suivirent le déclenchement de la lutte armée en Algérie, le journal essaya de percer le mystère qui

³ Ancien secrétaire général du Centre Catholique des Intellectuels Français, familier du Maghreb. Il était en relation avec nombre de responsables nationalistes. Dès 1955, il entra en contact avec Abane Ramdane et Omar Ouamrane. Le 15 septembre 1955, il publia dans *France-Observateur* un reportage intitulé « *Un journaliste français chez les hors la loi algériens* ». Ce qui lui valut une inculpation.

se cachait derrière cette explosion. Les causes de l'insurrection étaient analysées et commentées selon la sensibilité religieuse et politique du journal. Ce qui ressortit des faits rapportés, des commentaires et des analyses rendus par cet hebdomadaire, c'est une sous appréciation globale des « événements ». De la proclamation du 1^{er} novembre qui aurait pu éclairer le lectorat catholique sur les causes réelles et profondes du soulèvement armé en cours en Algérie, il n'en n'était point question. L'analyse des causes portait sur l'histoire immédiate et n'allait pas au-delà de 1947. Or, l'année 1945 était très présente dans la mémoire anti-coloniale de tous les Algériens, elle constituait la référence implicite de l'énoncé des motifs du 1^{er} novembre. Ce qui n'empêcha pas les journalistes de *Témoignage Chrétien* d'être lucides et d'affirmer, qu'un jour ou l'autre il faudrait reconnaître au peuple algérien « le droit de disposer de lui-même. 125 années de colonisation par la France ont montré que l'Algérie est inassimilable » (*Témoignage Chrétien* du 10 juin 1955).

Ces prises de position, à l'aube de la lutte de libération, montrent que l'hebdomadaire était très en avance par rapport à ses confrères. Dans le contexte de l'époque et au regard de la presse métropolitaine de manière générale et de la presse catholique en particulier (*La Croix, Le Pèlerin, La Vie Catholique illustrée, La France Catholique*) (El Korso, 1986), il se caractérisait par sa clairvoyance et ses prises de position avant-gardistes. Très vite, les journalistes de *Témoignage Chrétien* estimèrent que les remèdes économiques et sociaux étaient dépassés et surtout insuffisants, car le fond du problème était éminemment politique. C'est pour cela qu'ils parlaient d'une véritable guerre qui opposait un État colonisateur et son armée à des Algériens colonisés décidés à se battre et à mourir pour libérer leur pays et arracher leur indépendance.

La bataille pour la reconnaissance du FLN et les négociations

L'Algérie était au centre des préoccupations de *Témoignage Chrétien* dès le 5 novembre 1954. Son objectif : promouvoir le dialogue en vue de négociations devant aboutir à la paix en Algérie. Entrepreneant et persuasif, l'hebdomadaire proposait dès juillet 1955 d'ouvrir des négociations avec ceux qu'il appelait les « interlocuteurs valables » qu'ils soient en exil, en prison ou en liberté. Pour l'hebdomadaire, il n'y avait pas de doute, les « interlocuteurs valables » dont il était question ne pouvaient être que des membres du FLN. Ce discours tranche avec celui de la grande presse. Les numéros suivants développèrent un argumentaire en faveur du combat que menaient les Algériens « pour reconquérir leur personnalité ». Le 3 février 1956, Robert Barrat écrivit:

« Contrairement à ce qu'affirme une propagande, les Algériens n'ont pas pris les armes pour chasser les Français mais pour reconquérir leur personnalité et leur dignité bafouées depuis 120 ans. Depuis quand est-ce trahir la patrie que d'appeler un chat un chat et une révolte nationale une révolte nationale ».

Cet argumentaire reposait sur deux socles. La négociation se justifiait d'une part parce que le peuple algérien n'était pas jusqu'au-boutiste si l'on en croit la Déclaration du 1^{er} novembre, le FLN ne prônait pas le langage des armes comme seule solution. Au contraire, dès le début la voie des négociations directes avec la France avait été avancée comme solution au conflit naissant. Par ailleurs, il était impératif pour *Témoignage Chrétien* de mettre fin immédiatement à une guerre ruineuse pour l'économie française. La solution militaire ne pouvant rien résoudre, la négociation restait la seule solution pour sauvegarder les intérêts de la France en Algérie. D'autre part et contrairement à ce que pensaient beaucoup de journaux de droite et d'extrême droite, l'hebdomadaire affirmait que le fait de vouloir négocier ne nuisait pas à la France mais au contraire lui assurait une place outre-mer. N'a-t-il pas préconisé dès 1953 une Union Française fédérale dont l'Algérie serait la « clé de voûte ». L'hebdomadaire affirma dans son numéro du 21 octobre 1955 que c'était le moment de prouver qu'il était possible de répondre aux revendications des nationalistes algériens et de créer « des liens étroits, mais de type nouveau » pour unir l'Algérie et la France dans une « communauté fédérale ». Pour faire avancer les choses, le journal apporta lors des élections du 2 janvier 1956, son soutien à la campagne du *Front Républicain* qu'il plaça sous le signe du renouvellement de la vie politique française et du désir d'établir la paix dans un pays qui subissait une guerre injuste. Cette démarche politique, était à proprement parler, inspirée des convictions chrétiennes « car la guerre que mène la France en Algérie a quelque chose de très injuste » (*Témoignage Chrétien* du 14 octobre 1956).

Que pensait le FLN de ces propositions ? Même avant-gardistes, les propositions de reconnaissance et de représentativité du FLN, la nécessité de favoriser la voie des négociations, ne satisfaisaient pas le FLN qui faisait du principe de l'Indépendance une condition *sine qua non*. Lors de la rencontre à Belgrade, le 22 septembre 1956, Lamine Debaghine, chef de la délégation extérieure, déclara à Pierre Herbault, émissaire de Guy Mollet : « Avant toute discussion sur le fond, la condition *sine qua non* exigée par le peuple algérien pour sa libération, est la proclamation de l'indépendance ». L'idée de communauté fédérale, l'autonomie interne etc. étaient dépassées. Ils n'avaient surtout jamais fait partie du vocabulaire lexical du FLN.

La bataille contre la torture

C'est là que *Témoignage Chrétien* allait se distinguer par la quantité et la qualité de ses articles. Le journal croula sous le nombre de dossiers sur la torture, d'articles, de témoignages, de dénonciations et de condamnations. Les institutions politiques, militaires et paramilitaires meublaient les colonnes de l'hebdomadaire. Des noms de personnes, des noms de lieux, les instruments de tortures étaient passés au scalpel des journalistes, pour qui la torture relevait de l'impensable. Des plumes se distinguaient plus que d'autres dans cette bataille pour la dignité engagée par l'hebdomadaire tout au long des huit années de guerre. Le 12 décembre 1954, sous la plume de Robert Barrat, le journal dénonça les « ratissages et les exécutions sommaires » ainsi que les « camps de regroupement et la terreur policière ». Il était même question, comme dit précédemment, de « Gestapo française ». Ces mots faisaient figures de véritables bombes rhétoriques. Le souvenir des S.S. qui avaient hissé la torture au rang de combat pour la « Grande Allemagne », ressurgit brusquement des tréfonds de la sensibilité chrétienne. Les fondateurs de *Témoignage Chrétien* ne pouvaient pas ne pas faire de parallèle entre l'une et l'autre torture. Plus encore, ils trouvaient honteux que des torturés par la Gestapo, se transforment du jour au lendemain en tortionnaires.

La torture constituait le point d'ancrage d'une large partie de l'opinion publique métropolitaine pas forcément opposée à la guerre coloniale que menait la France en Algérie, mais révoltée par de telles pratiques. Les terrifiants souvenirs des sévices, des exactions, des tortures, des camps de concentrations, des exécutions sommaires, des disparitions des Français et Françaises remontaient à la surface et inondaient les articles publiés par l'hebdomadaire. Le lien entre résistance chrétienne au nazisme et résistance chrétienne au colonialisme français, faisait irruption dans le paysage médiatico-politique. Les « *fellaghas* algériens » étaient comparés aux résistants français, naguère traités eux aussi par l'occupant allemand de « terroristes ». Au plus mal de ce remake de l'Histoire de France, les catholiques vivaient dans la déchirure cette situation qu'ils n'avaient pas prévue. La question algérienne brisa les rangs de la génération Résistance. Elle fixa les limites de l'engagement chrétien qui ne résista pas aux clivages politiques. Unis pour libérer la France des griffes du nazisme, l'Algérie les divisa. Guy Mollet et Robert Lacoste par exemple, firent la guerre aux Algériens au nom des mêmes principes pour lesquels ils avaient combattu le nazisme, au contraire d'André Mandouze, Georges Montaron et Robert Barrat qui puisaient leur force dans cette même mémoire qui faisait leur raison d'être et les guidait dans le combat qui les opposait à cette même France qui recourait à son tour à des pratiques que la morale chrétienne réprouvait. C'est cette partie issue de la génération Résistance qui

imprégna fortement le paysage mental des Français (Pervillé, 1996), surtout des soldats du contingent. Peut-on pour autant dire que la politique corrompt les hommes jusqu'à leur faire faire une chose et son contraire ? Le grand débat, est un débat existentialiste. Il oppose la morale à la politique. « Une cause politiquement juste peut-elle justifier l'emploi de tous les moyens, y compris ceux que la morale réprouve ? » C'est la question que se posa à titre posthume Jean Müller, un des responsables des scouts français, mort dans une embuscade en Algérie en octobre 1956. *Témoignage Chrétien* allait frapper très fort en publiant le désormais très bouleversant « Dossier Jean Müller » (Müller, 1957).

Bien qu'ayant reçu et publié beaucoup de lettres, de témoignages de rappelés, d'officiers, de séminaristes, de catholiques et de non catholiques, l'hebdomadaire créa l'évènement, en publiant le 15 février 1957 les lettres posthumes de Jean Müller. Plus connu sous le titre le « Dossier Jean Müller », celui-ci allait faire date. De quoi s'agissait-il ? Des notes que le jeune scout avait prises, jour après jour, pendant sa campagne en Algérie. Rappelé en juin 1956 en Algérie, il y raconta sa vie au quotidien : sa rencontre avec le racisme, avec les tortures, les « corvées de bois », la « baignoire », la « magnéto » etc. Ses lettres étaient plus que de simples récits sur la torture, le lecteur était introduit à son insu dans l'univers terrifiant des interrogatoires sans fin, des sévices en tout genre avec une description méthodique des lieux de torture, des moyens et des méthodes sordides auxquels l'armée française avait recours pour « pacifier » l'Algérie.

Témoigner, telle était la volonté de Jean Müller. Raconter l'horreur, dire la vérité sur la violence de la guerre. Faire entendre les bruits de la guerre que menait la France en Algérie, pouvait-il aider à faire prendre conscience du drame que vivaient les soldats du contingent sur le terrain des opérations ? En quoi cela pouvait-il faire avancer la paix et entraver la machine de guerre ? *Témoignage Chrétien* n'encourait-il pas un risque majeur en publiant les lettres de Jean Müller ? Le directeur de l'hebdomadaire, Georges Montaron expliqua pourquoi il avait pris la lourde décision de les publier :

« Les mois passent et les faits s'accumulent, les témoignages se multiplient : tous concourent à affirmer l'extrême violence de ce que l'on appelle la guerre d'Algérie... On nous accusera une fois de plus de nous désolidariser du drame national, pas plus qu'hier cette accusation n'a de fondement. Devant les faits d'une telle gravité, dire la vérité, c'est rester fidèle à l'honneur de son pays. Si nous avons refusé de publier le témoignage de notre ami, nous aurions tout simplement failli à notre devoir. Nous sommes donc prêts à en assumer les conséquences (*Témoignage Chrétien* du 15 février 1957) ».

La publication de ces lettres sous un ton accusatoire : « De la pacification à la répression : le dossier Jean Muller » fit grand bruit en France. Le Gouvernement français, les politiques, les militaires, l'Église furent les premiers à condamner *Témoignage Chrétien*, mais le journal ne fut pas saisi, contrairement à *l'Humanité* qui avait publié quelques « bonnes feuilles ». La brochure, quant à elle, continua à circuler sous le manteau, avec des ventes à succès à la sortie des facultés et des églises⁴. 34 000 exemplaires furent tirés sur les rotatives de l'hebdomadaire qui réalisa sa meilleure opération médiatique durant toute la Guerre de libération algérienne. L'historien Michel Winock (1978, 156), écrira plus tard, que ce témoignage fut le plus bouleversant parmi les nombreux écrits relatifs à la « pacification » qui avaient pu exister jusque-là. L'hebdomadaire entra donc en pleine campagne de dénonciation de la torture. Le 18 décembre 1959, sous le titre : « Quatre officiers parlent », il créa un nouveau « boom » pour reprendre l'expression de Georges Montaron. Sur quatre pages, quatre jeunes officiers s'exprimaient et racontaient à Robert Barrat l'horreur de la « pacification ». Ils venaient de passer un an en Algérie et affirmaient que la torture était acceptée par les militaires et les hommes politiques et qu'elle était enseignée dans une école militaire dirigée par le colonel Bigeard.

Pour contrecarrer cette campagne qui ébranla la France toute entière, qui mobilisa écrivains, journalistes, officiers ou simples militaires, l'aumônier de l'armée française en Algérie, le Père Delarue, aidé en cela par ses supérieurs militaires, contre-attaqua en mars 1957 en prononçant un sermon dans lequel il justifia la torture. Dans sa livraison du 21 juin 1957, *Témoignage Chrétien* titra à la une : « Algérie, un prêtre justifie la torture ». L'hebdomadaire reproduisit le sermon qui avait pour but de revigorer les hésitants et de « donner bonne conscience » aux préposés à la torture. Le sermon banalisait la torture pour mieux en faire par la suite l'apologie. La torture était comparée à la fessée qu'infligeait le père de famille à son enfant récalcitrant pour mieux l'éduquer. Évoquant les « *fellaghas*, ces bandits, ces *gangsters* », l'aumônier lança un appel à « l'extermination de ces lâches assassins ». La torture lui apparaissait comme un moyen efficace de prévention contre le terrorisme.

À ceux qui affirmaient que la torture et la violence sous toutes ses formes (torture au sens *stricto sensu*), assassinats de prisonniers, corvées de bois, représailles collectives, vols, viols, camps de regroupements, zones interdites etc., avait disparu avec l'arrivée du général de Gaulle, *Témoignage Chrétien* rappela dans son numéro du 21

⁴ Entretien avec G. Montaron, à Paris en 1990 au siège du journal.

octobre 1960 que celle-ci continua à être pratiquée, y compris sur le sol français. Elle prenait la forme d'un mal chronique, une « gangrène qu'aucun chirurgien n'a pu jusqu'à présent réussir à opérer ». Fort de ses convictions, le journal fustigea les tenants de la torture en rappelant la déclaration épiscopale : « Il n'est pas permis de mettre au service d'une cause même bonne des moyens intrinsèquement mauvais »⁵.

La bataille pour la paix

La paix, l'hebdomadaire n'a pas cessé d'en parler dans ses colonnes. Elle figurait en première page des premiers numéros consacrés à la « Guerre de libération ». Mais pour qu'il y ait paix, il fallait négocier. En février 1956, Robert Barrat évoquait « l'autodétermination » comme chemin devant mener à la paix. Deux années plus tard, Georges Montaron exprimait dans son journal ses plus vives inquiétudes et son incertitude, celle que la France officielle ne faisait montre d'aucune stratégie. Après la stupeur des lendemains du 1^{er} novembre et l'entrée en action immédiate de la machine répressive administrative et militaire, vint l'attentisme sur le plan politique. Tétanisé, le Gouvernement français était comme absent. Pour seule et unique solution, il n'avait que la guerre comme feuille de route. Le journal constata avec amertume que celui qui avait été élu pour trouver une solution au conflit algérien, brouillait les cartes par des discours à plusieurs voix et portait la guerre à son summum avec la mise en place du Plan Challe. En vérité, dès l'annonce de la disponibilité de « l'Homme du 18 juin » à reprendre le harnais pour sortir la France de son coma politique, *Témoignage Chrétien* manifesta une certaine réserve, voire même de l'hostilité à l'égard de celui qui se présentait comme « l'homme providentiel » pour paraphraser Georges Montaron. Entre le 16 septembre 1959, date du premier discours du général de Gaulle sur l'autodétermination et le 19 mars 1962, date du cessez-le feu, deux années et demi s'écoulèrent. Ceux qui avaient cru, ce 16 septembre 1959, à une fin rapide de la guerre s'étaient lourdement trompés. Le chemin de la paix n'allait être que plus hypothétique, plus parsemé de cadavres inutiles et plein de dangers pour la stabilité d'une France qui ne semblait pas avoir trouvé la clef de la solution, même avec à sa tête un général de Gaulle.

Malgré la condamnation de la guerre et des pratiques condamnables qui l'accompagnaient, *Témoignage Chrétien* ne plaidait pas encore en ce début de règne de l'homme providentiel, pour l'indépendance de

⁵ Déclaration de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France, 15 mars 1957. Déclaration reproduite notamment dans *La Croix* du 16 mars 1957.

l'Algérie. Il se battait pour des négociations directes avec les nationalistes algériens. « Et maintenant négocions » (6 mai 1960), « Il faut gagner la paix » (1^{er} juillet 1960), « La paix, le GPRA toujours prêt à la rencontre » (8 juillet 1960), « La paix encore possible » (12 septembre 1960), sont quelque uns des articles sélectionnés dans le temps médiatique de l'hebdomadaire. Mais la guerre traînait en longueur.

Des dossiers sur l'immigration algérienne en France étaient confectionnés et publiés par l'hebdomadaire. Ils portaient sur le travail en usines, sur la vie quotidienne des immigrés, sur les ghettos dans lesquels ils étaient confinés, sur l'implantation du FLN en France etc. Les journalistes de *Témoignage Chrétien* allaient à la rencontre des ouvriers et de leurs familles, ils rendaient compte de l'état des fameux meublés, visitaient les prisonniers nationalistes incarcérés à Fresnes, à la Santé ou encore dans des camps. C'était plus que du journalisme d'information, c'était du militantisme actif.

À cinq mois des accords d'Évian, la guerre d'Algérie était aussi la guerre en France : celle qui opposait depuis des années et plus particulièrement depuis août 1958 la police parisienne aidée par les harkis, aux militants FLN. C'était aussi l'époque de l'exacerbation et de l'activation des différences entre militaires et politiques qui faisaient à coups d'attentats au plastic en Algérie et en France des projections sur l'Algérie de demain. L'ennemi n'était pas seulement celui qui était facilement indentifiable à son faciès, « l'indigène, le FMA » (Français Musulmans d'Algérie) qui avait pris les armes comme solution ultime pour conquérir sa liberté, mais également l'Européen d'Algérie, le Français de France qui voulait imposer sa solution au général De Gaulle qu'il accusait de capituler devant le FLN. La guerre franco-française tant attendue par un quarteron d'officiers revanchards, soutenus par des forces de droite et d'extrême droite, n'allait pas avoir lieu. Les manifestations pacifiques du 17 octobre 1961 à Paris, qui allaient tourner au drame, en décideraient autrement.

Cette tragédie fut à peine relatée par la presse métropolitaine. *Témoignage Chrétien* était avec *France Observateur*, *l'Express*, *Libération* et *l'Humanité*, l'un des rares journaux à relater les faits. Il était en outre le seul journal présent au Palais des Sports : « moderne camp de concentration pour les Algériens » (*Témoignage Chrétien* du 3 novembre 61). L'édition du 27 octobre 1961, consacra 50 % de sa surface rédactionnelle à ce « crime » qui s'était déroulé sur les grands boulevards, sur les bords de la Seine, c'est-à-dire sous les fenêtres de l'Élysée. Jamais l'hebdomadaire n'avait consacré autant de colonnes à dénoncer la répression et le racisme dont étaient victimes les Algériens en France. Intitulé « Le temps de Tartuffe » et signé Hervé Bourges,

l'article dénonçait le silence de la presse, le « crime » de ce gouvernement, de son ministre de l'Intérieur Roger Frey, du préfet de police Maurice Papon et pourfendait la gauche pour son silence complice. Les mots employés et le style choisi étaient à la hauteur du massacre. Ils étaient révélateurs de l'indignation de toute l'équipe rédactionnelle pour qui :

Si 35 000 Algériens ont manifesté pacifiquement à notre place, c'est que la France se nazifie peu à peu.

La parole fut accordée dans ce numéro du 27 octobre 1961 aux Algériens, aux blessés, aux rescapés, aux policiers. La vente battit tous les records, et contrairement à d'autres numéros sur la torture, ne fut pas saisi. La rédaction fut inondée de lettres de lecteurs indignés : « Nous ne savions pas », « Comment imaginer que de tels faits se soient déroulés à Paris ? ».

Témoignage Chrétien et l'Indépendance

Le 1^{er} juillet 1962, le peuple algérien se prononça, par référendum, en faveur de l'Indépendance à 91.23 %. La guerre terminée, c'est le silence qui s'installa en France. C'est comme si rien ne s'était passé. Médiatiquement, l'Algérie avait cessé de faire les gros titres à la Une de la plupart des médias, elle avait cessé de faire bouger, dans un sens ou dans un autre les Français. Les soldats avaient rejoint leurs casernes en France, les appelés du contingent avaient retrouvé leur famille, le peuple français vaquait à ses occupations quotidiennes. C'était le silence. Oubliée la guerre d'Algérie qui avait failli coûter à la France sa stabilité politique. L'amnistie finit par boucler la boucle du dossier Algérie facilitant ainsi les silences, un chemin vers l'oubli et l'occultation de ce drame.

En cette fin d'été 1962, *Témoignage Chrétien* mesura l'étendue des ravages que la guerre avait causés de part et d'autre de la Méditerranée. L'héritage était lourd, le tableau était désastreux, surtout du point de vue économique. La guerre qui avait été très meurtrière avait été aggravée par la politique de la terre brûlée de l'OAS.

Le dépouillement des numéros de *Témoignage Chrétien* au cours des années 1962-1963, rend visible l'espoir et en même temps l'inquiétude de l'hebdomadaire. Même si la surface rédactionnelle consacrée à l'Algérie s'est réduite, et c'est tout à fait normal, les politiques, étrangère et intérieure, avaient repris le dessus. On peut dire que les préoccupations de l'hebdomadaire restaient vives :

Nous avons trop lutté avec le peuple algérien pour que nous nous désintéressions d'un coup de ses drames (*Témoignage Chrétien* du 21 octobre 1962).

Fallait-il y voir une pique en direction des médias métropolitains ? Là n'était pas le problème. Les articles consacrés par le journal en ces lendemains de l'Indépendance s'articulaient en quatre rubriques.

- Le sort des Algériens et de l'Algérie,
- L'amnistie,
- Les chrétiens,
- Les Pieds-noirs.

Le sort des Algériens et de l'Algérie

Les différents articles signés par Hervé Bouges (rédacteur en chef), Georges Montaron (directeur) et Jean Carta (envoyé spécial en Algérie) montrent l'anxiété du journal qui prédisait que les problèmes commenceraient le 1^{er} juillet, car l'indépendance restait à construire (*Témoignage Chrétien* du 29 juin 1962). L'hebdomadaire craignait les déceptions qui allaient naître inévitablement dans un pays qui avait trop souffert. Les Algériens allaient devoir prendre en charge un pays exsangue dans tous les domaines, politique, économique, social etc. La guerre avait complètement détérioré les structures économiques, la perte du capital humain était considérable : la mort de centaines de milliers d'Algériens, les millions de déplacés, le départ de 90 % de la population européenne, ce qui voulait dire départ de cadres et de chefs d'entreprises industrielles, de techniciens, d'enseignants, de médecins, d'ingénieurs (*Témoignage Chrétien* du 3 août 1962). En juillet 1962, les grandes exploitations agricoles furent abandonnées, les usines fermées, de nombreux établissements publics détruits par le feu de l'OAS⁶ et 50 % de la population vivaient dans la misère la plus totale. L'hebdomadaire s'inquiétait aussi de l'instabilité politique due aux querelles des clans et à la lutte pour le pouvoir même s'il écrivait :

Il est normal, comme tout pays atteignant son indépendance nationale après des années de colonialisme et de lutte, l'Algérie connaît une crise politique (*Témoignage Chrétien* du 3 août 1962).

C'est que devenue indépendante, l'Algérie ne ressemblait guère aux schémas idylliques que certains partisans de la paix imaginaient. Tout au long de ses colonnes, *Témoignage Chrétien* exhortait les dirigeants algériens à trouver très rapidement les chemins de l'unité et à consacrer toutes leurs énergies à mettre sur pied un État moderne qui garantirait le pain et la liberté. Tout en affirmant qu'il n'avait pas à prendre de position entre les différentes tendances politiques en cours dans l'Algérie post indépendance, il se disait surtout préoccupé par le devenir

⁶ Le 7 juin 1962, les commandos Delta de l'O.A.S. incendièrent la bibliothèque d'Alger, 60 000 ouvrages ont été la proie des flammes. À Oran, la mairie, la bibliothèque municipale et quatre écoles primaires furent détruites à l'explosif.

du peuple algérien. À « ces dix millions d'hommes et de femmes qui [avaient] conquis leur liberté dans les plus grandes souffrances », l'hebdomadaire catholique tenait à les « aider dans leur promotion en leur apportant coopération et témoignages d'amitié » (*Témoignage Chrétien* du 17 août 1962). Dès 1961, l'aide du journal s'était concrétisée par des souscriptions au moment où Georges Montaron était parti visiter des centres d'enfants algériens réfugiés, installés en Tunisie et au Maroc. Un service d'aide aux enfants algériens sous forme de parrainage, avait été mis en place au siège du journal. L'hebdomadaire avait réussi à collecter 9 831 300 Francs de l'époque en dix mois.

L'amnistie

Dès 1949, l'hebdomadaire aborda le problème de l'objection de conscience. Il s'opposa à l'*Action Française* qui faisait du patriotisme un véritable nationalisme. *Témoignage Chrétien* refusa toute guerre qu'il définissait comme un mal qui détruisait et rongait l'individu. Mais à aucun moment il n'a conseillé de fuir ses obligations militaires. Dans son éditorial du 13 avril 1962, Georges Montaron attira l'attention du général de Gaulle sur les objecteurs de conscience et sur les déserteurs. Il précisa que son journal n'avait jamais prôné ni recommandé l'insoumission, ni la désertion, même s'il en comprenait les mobiles et défendait par là même la liberté de conscience :

On ne traite pas comme des bandits de grand chemin des hommes qui entendent répondre, quelles que soient les conséquences, aux exigences de leur conscience.

Demander un statut pour les objecteurs de conscience et l'amnistie pour les insoumis c'était, écrit le journal, faire œuvre de paix et de réconciliation. C'était en un mot « retrouver les voies de l'unité nationale ».

Pour donner du sens à sa démarche réconciliatrice, l'hebdomadaire publia sur une double page, le 4 juillet 1963, suite à un appel de sept prêtres et pasteurs intitulé : « *Libérez ceux qui ont combattu pour la justice* », une pétition comportant plus de 800 signatures de pasteurs et de prêtres. L'Appel demandait l'amnistie pour « ceux qui furent du combat algérien » qui étaient soit en prison, soit en exil, tandis que les tortionnaires de la guerre étaient libres et citoyens à part entière, en vertu du décret du 2 mars 1962 et de l'ordonnance du 14 avril 1962⁷.

⁷ L'amnistie du réseau Jeanson, intervint en juin 1966. La loi d'amnistie du 17 juin 1966, se référait aux porteurs de valises et aux actes d'insoumission et de désertion.

Le sort des chrétiens d'Algérie

Dès le mois de mars 1962, l'hebdomadaire s'inquiéta du devenir de la communauté chrétienne en Algérie. Le départ d'un grand nombre de chrétiens avait affecté la vie de l'Église. *Témoignage Chrétien* rappela le rôle de Monseigneur Duval, du Père Scotto, des prêtres de Souk Ahras et de ceux de la *Mission de France* (Chapeux, 2010) pendant la Guerre de libération. Il évoqua la figure emblématique de Monseigneur Duval qui avait fait de l'Église catholique en Algérie, une communauté au service de tous les habitants du pays : chrétiens et musulmans, une Église ouverte aux hommes par l'amour fraternel, désintéressée et universelle. La guerre avait été un grand moment de rapprochement entre des hommes et des femmes qui avaient partagé le même idéal de liberté. La Déclaration du 1^{er} novembre 1954 ne s'adressait pas exclusivement aux seuls musulmans algériens pour reprendre la terminologie de l'époque. Français d'Algérie, Juifs d'Algérie, chrétiens, prêtres et laïcs d'Algérie et de métropole, tous étaient appelés à prendre part au combat pour l'Indépendance. Nombreux furent ceux qui répondirent à l'appel. *Témoignage Chrétien* rappela d'ailleurs, sous forme de questionnement, aux dirigeants de l'Algérie nouvelle, cette dimension qui avait pétri dans la souffrance partagée, un capital humain à ne pas dilapider : « Le nouvel État algérien, sera-t-il laïc ou musulman ? », sera-t-il « tolérant ou sectaire ? » ; d'où la nécessité, selon Georges Montaron, d'organiser les rapports entre l'Église et le nouvel État algérien. Il proposa pour cela qu'un Concordat soit signé entre le Saint-Siège et la République algérienne, qu'un ambassadeur représente à la Cité du Vatican, l'Algérie et qu'un nonce à Alger, puisse parler au nom du Pape. S'adressant aux chrétiens, spécialement à ceux qui avaient pris le contre-courant de l'Histoire, le journal se demanda :

Ne pourraient-ils pas faire des gestes qui seraient comme le signe d'une ère nouvelle, parmi les prêtres ne pourraient-ils s'en trouver quelques-uns qui optent pour la nationalité algérienne ? Le sacrifice paraît trop dur à certains. Ils doivent l'accomplir pour être fidèle à eux-mêmes

Et aussi pour racheter tant d'erreurs passées où l'on avait confondu trop légèrement la présence française et le témoignage chrétien, le drapeau tricolore et la Croix. Bref, « ils seront algériens avec les Algériens » (*Témoignage Chrétien* du 28 juin 1962). La présence chrétienne en Algérie, n'était pas un signe de prosélytisme, pour l'hebdomadaire, c'était un signe d'ouverture de part et d'autre, de la part de l'Algérie nouvelle et de la part de l'Église qui s'était réformée avec Monseigneur Duval. Le dialogue, l'union entre les différentes composantes religieuses de l'Algérie étaient les garants d'une coopération dans l'amitié, le respect et l'entraide fraternelle entre

musulmans et chrétiens d'Algérie. Se voulant pratique, l'hebdomadaire lança un appel aux catholiques de France pour venir participer au développement de l'Algérie⁸. Les chrétiens devaient « s'enfouir comme le levain au cœur du peuple algérien afin de faire corps avec lui ». Ils devaient à ses côtés, confirmer l'Indépendance du pays, préciser sa personnalité, sa vocation, retrouver sa culture et ses traditions momentanément brisées par 132 années de colonisation (*Témoignage Chrétien* du 21 septembre 1962). Pour cet hebdomadaire, l'Église devait d'abord respecter les communautés humaines, les structures sociales, les traditions, la culture et la civilisation des peuples.

Les Pieds-noirs

À partir du mois de juin et jusqu'à la fin de l'été 1962, se poursuit l'exode de la grande masse des Européens d'Algérie. Qu'allaient devenir ces centaines de milliers de Pieds-noirs, devenus soudainement rapatriés ? Les journalistes de l'hebdomadaire furent touchés par ce drame humain. Ils observèrent, désolés le désastre qui « concour[ai]t à détruire avant qu'elle ne soit organisée la coopération entre les deux rives » (*Témoignage Chrétien* du 8 juin 1962). Ils pointèrent du doigt les coupables : l'OAS et sa politique de la terre brûlée ainsi que les différents gouvernements de la France, qui au lieu de faire preuve d'anticipation en accélérant la marche vers la paix et l'Indépendance, avaient au contraire plongé le pays dans une guerre terrible, en dressant les Européens contre les Algériens. Le journal reprochait également aux Pieds-noirs d'avoir fait le jeu de l'OAS. La plupart, emportés par les passions, l'égoïsme et la propagande de l'OAS, avaient en effet refusé de voir la réalité en face, de contribuer à bâtir un État libre. Georges Montaron pense qu'ils :

auraient pu être utiles à l'Algérie indépendante. Ils ont préféré se jeter à corps perdu dans la défense de cette Algérie Française. Ils se sont ensuite dressés contre la France avant de soutenir la sanglante OAS. [Mais] la situation la plus tragique est celle des harkis. Je ne parle pas de ces Algériens qui ont délibérément trahi leur patrie comme ces Français qui s'engageront dans la milice pendant la dernière guerre mondiale pour lutter contre les maquisards, ceux-ci ont choisi leur voie. [Je parle de] ces pauvres gens incultes pour la plupart [qui] ont cru ce que la France leur disait. Et aujourd'hui la France les abandonne. Ils demeurent étrangers chez nous et sont devenus des étrangers chez eux. Ils vivent dans des camps⁹.

⁸ Le même appel a été lancé par voie de presse et à travers les ondes de la radio algérienne par l'archevêque d'Alger, Monseigneur Duval.

⁹ Entretien avec G. Montaron, à Paris en 1990, au siège du journal.

Conclusion

La bataille médiatique livrée par *Témoignage Chrétien* en faveur de la cause algérienne qui a pris par moments, les accents d'une guerre déclarée contre l'autorité politique en charge de la question algérienne, contre l'armée et contre l'extrême droite représentée par l'OAS, constitue un des moments les plus forts dans le parcours de l'hebdomadaire qui a livré une de ses plus âpres batailles, écrit une de ses plus belles pages et fait vivre à toute l'équipe du journal des moments passionnants.

Il fallait avoir le courage de faire la guerre à la guerre en pleine guerre d'Algérie. Dire que le peuple algérien ne se battait ni contre la France, ni contre les Français mais contre le colonialisme français, contre les injustices, pour sa liberté n'était pas une évidence. Faire éclater la vérité, constituait aux yeux de la direction du journal, l'obligation de fidélité au *Témoignage Chrétien* clandestin, né pour faire entendre la voix de la France anti-S.S. L'hebdomadaire du lendemain de la nuit de la Toussaint, se voulait anticolonialiste. Il payera d'ailleurs le prix fort de son engagement politique en faveur de la cause algérienne. Il fera l'objet de plusieurs saisies administratives y compris sous le général de Gaulle. Georges Montaron sera inculpé suite à une plainte déposée par Maurice Bourguès Maunoury en sa qualité de ministre de la Défense pour diffamation envers l'armée, tout comme l'ont été Robert Barrat et André Mandouze. À ces sanctions qui relevaient de la répression administrative et politique, s'ajoutaient les représailles de partis extrémistes qui ciblaient ces catholiques porteurs d'un contre message au message dominant de l'*Algérie Française*. Prôner la paix, le droit irréfragable à la liberté, à l'Indépendance n'était pas de bon aloi. La librairie de *Témoignage Chrétien* fut d'ailleurs plastiquée par l'OAS. Le 23 septembre 1961, des militants du journal furent agressés par des éléments de l'extrême droite et l'hebdomadaire fut brûlé sur les places publiques de différentes villes de France. Les tirages baissèrent dès 1955. Ils n'étaient plus que de moitié en 1962, comparés à ce qu'ils étaient courant 1954. Mais ce déficit financier était compensé par son capital fidélité à ses convictions catholiques et par la justesse du combat en faveur de la liberté des hommes et des peuples. Il faut souligner cependant que les analyses de Robert Barrat et d'André Mandouze sur la question de l'existence d'une nation algérienne et sur l'autonomie puis l'indépendance, n'ont pas toujours fait l'unanimité au sein du journal qui a été unanime à dénoncer les atteintes à la dignité humaine (la torture, les exécutions sommaires, les corvées de bois, les viols etc.).

Faut-il conclure à un engagement à deux vitesses du journal en faveur de la cause algérienne ? Retenons le fait que Robert Barrat et

André Mandouze étaient très en avance par rapport aux chrétiens engagés dans la lutte pour la paix en Algérie. Est-ce à dire que l'adhésion de *Témoignage Chrétien* aux thèses du FLN-ALN., puis du GPRA était sans faille ? Poser ainsi la question, c'est substituer l'hebdomadaire catholique à l'acteur historique principal. *Témoignage Chrétien* a été plus qu'un appoint pour le FLN, il a été un allié fidèle, un acteur précieux, présent sur le terrain politique métropolitain avec sa sensibilité et son approche qui a évolué en faveur de l'Indépendance de l'Algérie.

Cette fidélité a été cultivée de part et d'autre. Du côté de l'hebdomadaire, même si la surface rédactionnelle consacrée à l'Algérie n'est plus ce qu'elle était, et pour cause nous ne sommes plus à la même époque, la mémoire de la Guerre de libération reste présente à ce jour. Les dossiers bilans publiés annuellement par le journal sur l'Algérie, rappellent à ses lecteurs le sens de l'engagement des journalistes Robert Barrat, André Mandouze, Georges Montaron et Hervé Bourges et la justesse du combat mené par le peuple algérien. L'hebdomadaire consacra entre 1965 et 1973, de nombreux articles sur la mise en place des structures politiques, administratives, économiques etc. en Algérie et jugea que :

La récupération des richesses nationales et au premier chef les hydrocarbures, montre que l'Algérie ne veut pas se contenter d'une seule indépendance politique (*Témoignage Chrétien* du 8 novembre 1975).

Dans un éditorial de la même année, Georges Montaron, qualifia l'Algérie de « championne des luttes du Tiers Monde ». Pour l'hebdomadaire, l'Algérie s'imposait comme le « penseur » de l'OPEP, d'autant que c'est Alger qui accueillit du 5 au 9 septembre 1973, la 4^e Conférence au sommet des pays non-alignés.

Quand en juin 2000, la torture envahit de nouveau l'espace public en France, suite au témoignage de Louissette Ighilahriz dans *le Monde*, *Témoignage Chrétien* titra le 7 décembre 2000 non sans une certaine fierté sur toute la largeur du journal : « Quand T.C. dénonçait la torture en Algérie ». Les grands dossiers furent remis au goût du jour (le témoignage de celui qui deviendra le prêtre François Durteste – 15 novembre 1957 –, « le coup de tonnerre » du général de Bollardière, le « dossier Jean Müller », etc.). Comme il l'avait fait entre 1954 et 1962, *Témoignage Chrétien* se positionna politiquement en donnant un coup de griffe au PCF, en critiquant l'attitude « coincé[e] » du Premier ministre Lionel Jospin, en demandant aux autorités françaises par la voix du Père Durteste une « déclaration de lucidité de la part des politiques, qu'ils reconnaissent porter une responsabilité, qu'ils admettent avoir été au courant et ne pas l'avoir empêché ».

Dans son édition du 14 décembre 2000, l'hebdomadaire publia sous le titre : « Torture en Algérie : la honte », quelques-unes des nombreuses lettres envoyées par des appelés dans lesquelles ils relataient la pratique connue et généralisée de la torture. Renouant avec un article du *Nouvel Observateur*, le journal ironisa : « dès lors, pourquoi reprocher les mêmes comportements à la Gestapo pendant la Seconde Guerre mondiale » (*Témoignage Chrétien* du 14 décembre 2000).

Ces articles confirment qu'une histoire s'est construite au fil du temps entre *Témoignage Chrétien* et les deux Algérie, celle de la Guerre de libération et celle de la Révolution qui rendront hommage à Georges Montaron, invité officiel des présidents Ahmed Ben Bella (1963) et Houari Boumediene (1967, 1968 et 1976). Ces trois dernières rencontres avaient un caractère éminemment politique puisqu'il avait été question entre Houari Boumediene et Georges Montaron de Jésus Christ et d'Évangile, puis de relations politiques avec la France et enfin de la paix dans le monde¹⁰. En 1966, 325 délégués, « les Amis de Témoignage Chrétiens » arrivés par vols spéciaux, furent reçus solennellement par le président Houari Boumediene au Palais d'Été. Plusieurs voyages ont depuis été organisés de manière cyclique par *Témoignage Chrétien*, le dernier en date en 2004, l'a été par le professeur André Mandouze.

Bibliographie

- BEDARIDA François, FOUILLOUX Etienne (dir.), 1988, *La Guerre d'Algérie et les Chrétiens*, n° 9, Paris, CNRS, « Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent ».
- CHAPEUX Sybille, 2010, *Des chrétiens dans la guerre d'Algérie, l'action de la Mission de France*, Alger, Dahlab.
- EL KORSO Malika, 1986, *La Guerre d'Algérie à travers cinq journaux catholiques métropolitains, 1954-1958*, thèse de III^e cycle, sous la direction du professeur Charles-Robert Ageron, 2 vol., Paris, EHESS.
- EL KORSO Malika, 2007, *La guerre de Libération nationale dans la presse catholique métropolitaine : le cas de Témoignage Chrétien, étude monographique et thématique (1954-1962)*, thèse de doctorat, sous la direction de Ménouar Sam et de René Gallissot, 2 vol, Alger, Université Alger 2.
- GAULT Jean-Pierre, 1963, *Histoire d'une fidélité : Témoignage Chrétien 1944-1956*, Paris, Éditions Témoignage Chrétien.

¹⁰ Entretien avec G. Montaron, à Paris en 1990, au siège du journal.

MÜLLER Jean, [1957], « De la pacification à la répression : le dossier Jean Müller », *Les Cahiers du Témoignage Chrétien*, vol. XXXVIII, Paris, Éditions Témoignage Chrétien.

PERVILLE Guy, 1996, « La génération de la Résistance face à la guerre d'Algérie », in Fr. Marcot (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, n° 13, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, « série historiques », 445-458, [article en ligne : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=70].

WINOCK Michel, 1978, *La République se meurt*, Paris, Seuil.

Sources imprimées

Journal *La Croix*.

Journal *Témoignage Chrétien*.